

# L’Europe dans le Monde: le grand déclassement

## Description

Le 19 novembre dernier, à Shenzhen, en Chine, Donald Trump, Vladimir Poutine et Xi Jinping se sont retrouvés autour d’une même table. Une rencontre inédite entre les dirigeants des trois grandes puissances mondiales, conclue par une déclaration commune sur les grands équilibres internationaux.

Le document tient en quelques engagements : préserver la stabilité stratégique, réformer l’Organisation des Nations unies, accroître la production et l’approvisionnement en produits pétroliers raffinés, encadrer les compétences de la Cour pénale internationale et empêcher tout recours à la guerre nucléaire.

Derrière ces formules diplomatiques, une réalité mérite attention. Les trois dirigeants entendent affirmer le rôle prépondérant de leurs pays dans la définition des règles internationales. Ils revendiquent un dialogue direct entre grandes puissances, sans que l’Europe soit associée à cette initiative.

Les silences de cette déclaration en disent long: L’Ukraine n’y figure pas. La sécurité du continent européen n’est pas évoquée. La question des sanctions énergétiques européennes n’est pas abordée. Quant à l’Europe, elle est tout simplement absente de la photographie diplomatique.

La portée du sommet ne doit donc pas être exagérée. Rien ne prouve que les trois puissances aient décidé de gouverner ensemble le monde. Mais sa portée symbolique et politique est considérable. Les États-Unis, la Russie et la Chine ont choisi de se retrouver directement pour parler de sécurité internationale, de pétrole, de nucléaire et de gouvernance mondiale. L’Europe n’était pas à la table.

Voilà qui devrait provoquer quelques interrogations à Bruxelles.

Ce sommet révèle un déplacement du centre de gravité des relations internationales vers l’Asie-Pacifique et confirme que les grandes puissances entendent désormais défendre leurs intérêts sans nécessairement tenir compte des ambitions européennes. Pendant que Washington, Moscou et Pékin discutent entre eux, les Européens découvrent qu’ils ne sont plus au centre du jeu.

**Comment l’Europe en est-elle arrivée là ?**

La construction européenne devait garantir la paix, assurer la prospérité et donner au continent un poids politique à la mesure de son histoire. Plus de soixante-dix ans après ses débuts, le bilan mérite un examen sans complaisance.

La promesse de paix est aujourd’hui sérieusement ébranlée. La guerre en Ukraine a ramené un conflit majeur aux portes de l’Union européenne. Au lieu de parvenir à définir une stratégie diplomatique commune, les dirigeants européens donnent désormais la priorité au renforcement militaire et à la confrontation avec Moscou. La sécurité du continent ne saurait pourtant se résumer à une accumulation d’armements et à une logique d’escalade.

La promesse de prospérité est elle aussi mise à rude épreuve. La stagnation économique, les difficultés industrielles, la pression sur le pouvoir d’achat et les inquiétudes sociales alimentent le sentiment de déclassement. L’écart se creuse avec les grandes puissances qui investissent massivement dans les technologies, l’industrie et l’énergie.

La promesse d’une Europe puissante sur la scène internationale n’est guère mieux tenue, pour preuve Le sommet de Shenzhen. Alors que trois dirigeants discutent des grands équilibres mondiaux, l’Union européenne ne participe pas à la rencontre. La France, pourtant membre permanent du Conseil de sécurité de l’ONU et puissance nucléaire, n’y est pas davantage représentée.

L’euro, présenté comme un instrument de puissance et de stabilité, n’a pas empêché l’accumulation des dettes publiques ni les déséquilibres économiques entre les États membres. La convergence économique, financière et sociale annoncée reste largement inachevée. Les écarts entre les économies européennes persistent, parfois même s’accentuent.

Quant à la Commission européenne, elle a progressivement étendu son champ d’intervention. Normes, réglementation, contrôle, objectifs environnementaux, politiques économiques. Bruxelles intervient dans des domaines toujours plus nombreux, au risque de donner le sentiment que la centralisation administrative tient lieu de projet politique. L’Europe réglemente beaucoup, mais peine à faire émerger une stratégie industrielle, technologique et énergétique à la hauteur des enjeux mondiaux.

**Et pendant ce temps, que proposent ses dirigeants ?**

Face à ses difficultés économiques et à son effacement diplomatique, l’Europe semble avoir trouvé une réponse privilégiée. Elle voudrait accélérer sa militarisation et faire de la Russie la principale grille de lecture de son avenir.

Friedrich Merz, Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen défendent un effort de réarmement considérable financé par des budgets publics déjà sous tension et par de nouveaux emprunts. Ces choix auront nécessairement un coût pour les contribuables et les dépenses collectives. Le soutien financier et militaire à l’Ukraine, indispensable à la stratégie défendue par les gouvernements européens, soulève également des questions de contrôle, de transparence et de lutte contre la corruption. Ces exigences ne devraient jamais être écartées au nom de l’urgence géopolitique.

Mais où est le grand projet européen pour les années à venir ? Où est la stratégie commune pour reconstruire notre industrie, protéger notre agriculture, développer nos technologies, garantir notre approvisionnement énergétique et retrouver une véritable autonomie stratégique ?

Sur ces sujets décisifs, les déclarations abondent, mais les résultats restent insuffisants.

Le déni des dirigeants européens consiste à ne pas mesurer l'écart grandissant entre leurs ambitions affichées et la réalité vécue par les populations. Ils réclament davantage de sacrifices, davantage d'efforts financiers et davantage d'adhésion à leur politique de défense, sans apporter de réponse convaincante aux inquiétudes économiques et sociales.

Ils oublient surtout qu'une politique étrangère ne peut durablement se construire contre les peuples auxquels elle prétend s'adresser. Les citoyens européens ne sont pas nécessairement opposés à la défense de leur continent, mais ils peuvent légitimement refuser que le réarmement devienne une priorité absolue, financée au détriment de leurs conditions de vie et sans débat suffisamment approfondi sur les objectifs poursuivis.

Le sommet de Shenzhen devrait donc servir d'avertissement. L'Europe ne sera pas respectée parce qu'elle multipliera les sommets, les déclarations solennelles et les normes administratives. Elle ne retrouvera pas sa place en confondant puissance et militarisation, ni en réduisant sa politique étrangère à une confrontation permanente.

Le monde n'attendra pas que l'Europe se réveille. Les grandes puissances avancent, négocient et défendent leurs intérêts. Pendant que l'Europe commente, réglemente et s'endette. Or, dans le nouvel ordre mondial, ceux qui ne participent pas aux décisions doivent se contenter d'en subir les conséquences.

**Jean-Paul Probst**
ancien militaire de carrière

**Categorie**

1. International

**date créée**
24 novembre 2026